

**Réponse de la Région Aquitaine et de la SPL Aquitaine THD aux lignes directrices relatives à la tarification de l'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique déployés par l'initiative publique.**

La Région Aquitaine et la Société publique locale Aquitaine THD souhaitent alerter l'ARCEP sur ces lignes directrices essentielles à l'aménagement numérique des territoires.

**Le tarif proposé par ces lignes directrices pour l'offre de gros de la location activée fait courir un risque majeur aux collectivités porteuses de réseaux d'initiative publique.**

Un réseau public construit et non commercialisé dès les premiers mois est inenvisageable notamment dans les zones où l'accès au haut débit est de faible qualité, or :

- 1- les opérateurs nationaux annoncent, par manque de budget d'investissement, ne pas souhaiter co-financer les réseaux publics les premières années ;
- 2- les opérateurs nationaux annoncent, pour cause de rentabilité trop faible, ne pas souhaiter louer ni en passif ni en actif les réseaux publics.
- 3- les opérateurs locaux, par manque de budget, ne peuvent ni venir co-financer les réseaux publics, ni les louer en passif.

Ainsi, la seule option pour les collectivités pour offrir un service sur leur réseau, en dehors de l'alinéa 2 du L 1425-1, reste de proposer une offre de réseau activé dès les premiers mois aux opérateurs locaux.

**Les offres de gros activées actuellement sur le marché et qui sont souscrites par les opérateurs locaux sont en moyenne 5€ moins chères que les tarifs proposés par ces lignes directrices.**

**L'ARCEP a toujours accompagné les réseaux d'initiative publique ; aussi la Région Aquitaine et la SPL Aquitaine THD lui demandent soit de ne pas publier à ce stade des indications tarifaires sur les offres activées, soit d'aligner les tarifs de gros activés proposés dans les lignes directrices sur ceux pratiqués aujourd'hui en dehors de toute logique de remise.**